

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
401-1230 Government St.
Victoria
BC
V8W 3X4
Bid Fax: (250) 363-3344**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
800 Burrard Street, 12th floor
800, rue Burrard, 12e étage
Vancouver
British C
V6Z 0B9

Title - Sujet Ingénieur électricien spécialisé –	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0103-125108/A	Date 2013-08-15
Client Reference No. - N° de référence du client W0103-125108	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWY-011-7069
File No. - N° de dossier PWY-2-35402 (011)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-09-04	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Anderson, Elaine PWY	Buyer Id - Id de l'acheteur pwy011
Telephone No. - N° de téléphone (250)363-3298 ()	FAX No. - N° de FAX (250)363-0395
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DND - All areas of CFB Esquimalt, Aldergrove and Matsqui - VARIOUS, BC	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'instruction particulière IP10 "Exigences relatives à la sécurité" et la Condition Supplémentaire CS01 "Exigences relatives à la sécurité".

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

- IP01 Introduction
- IP02 Code de conduite et attestations, documentation connexe
- IP03 Demandes de renseignements
- IP04 Autorité contractante / Représentant du ministère
- IP05 Quantité
- IP06 Obligation de TPSGC
- IP07 Visite optionnel des lieux - pas applicable
- IP08 Révision des offres
- IP09 PÉriode de validité des offres
- IP10 Exigences relatives à la sécurité
- IP11 Sites Web

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS (IG)

- IG01 Code de conduite et attestations
- IG02 L'offre
- IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant
- IG04 Taxes applicables
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Livraison des offres
- IG08 Révision des offres
- IG09 Rejet d'une offre
- IG10 Coûts relatifs aux offres
- IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Évaluation du rendement
- IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (POC)

- POC01 Généralités
- POC02 Période de l'offre commandes

POC03 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes

POC04 Procédures applicables aux commandes subséquentes

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 Exigences en matières de sécurité pour les entrepreneurs Canadiens

DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT.

APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

APPENDICE 3 - CRITERES OBLIGATOIRES

APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

APPENDICE 5 - RAPPORTS PÉRIODIQUE

APPENDICE 6- LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES A LA SÉCURITÉ (LVERS)

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IPO)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes. Les entrepreneurs sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser 1 offres à commande pour une durée de 3 années . La valeur totale en dollars est estimée à \$560,000.00 (Taxes comprise). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de \$50,000.00 (Taxes comprise). Les offrants doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; NDN attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurer en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.
3. Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

IP02 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - DOCUMENTATION CONNEXE

En présentant une offre, l'offrant atteste que lui et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions générales aux offrants IG01. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 1) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins [5] jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appels d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

IP04 AUTORITÉ CONTRACTANTE / REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

- 1) L'autorité contractante pour cette Demande d'offre à commandes est:

Elaine Anderson
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Attribution des marchés immobiliers
401-1230 rue Government
Victoria (C-B), V8W 3X4
Téléphone : (250)363-3298; Courriel: elaine.anderson@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente.

- 2) Un Représentant du Ministère sera nommé à chaque émission d'une commande subséquente. Le Représentant du Ministère est chargé de toutes des questions relatives à l'aspect technique des besoins.

IP05 QUANTITÉ

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins, exprimée de bonne foi. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

IP06 OBLIGATION DE TPSGC

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en

partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

IP07 VISITE OPTIONNEL DES LIEUX - pas applicable

IP08 RÉVISION DES OFFRES

Une offre peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément «Instructions générales aux offrants». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (250)363-3344.

IP09 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

- 1) L'offre ne peut être retirée pour une période de [120] jours suivant la date de clôture de l'invitation.
- 2) Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrants auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 3) Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2) de l'IP09 est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
- 4) Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2) de l'IP09 n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler la demande d'offre à commande.
- 5) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG09 «Rejet d'une offre».

IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

- 1) Le soumissionnaire doit détenir une autorisation valide (conformément à la clause 1 des clauses relatives à la sécurité, p. ex., une attestation de vérification d'organisation désignée/sécurité d'installation au niveau de cote de sécurité) selon la section SC01 des Conditions supplémentaires
- 2) Les membres du personnel de l'offrant retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CS01 des conditions supplémentaires. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité de l'offrant retenu de s'assurer que les exigences en matière de

sécurité sont rencontrées tout au long de la durée de l'offre à commande. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité de l'offrant retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.

IP11 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Contrats Canada (Achats et ventes) <https://www.achatsetventes-buyandsell.gc.ca/fra/bienvenue>

Sanctions économiques canadiennes <Http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf>

Guide des CCUA

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction

Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/229.pdf>Click here to type text for Link

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS

IG01 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - OFFRE

1. Les offrants doivent se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, les offrants doivent a) répondre aux demandes d'offres à commandes (DOC) de façon honnête, juste et exhaustive, b) rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans la DOC, les offres à commandes et tous contrats subséquents, c) présenter des offres et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.

2. En outre, les offrants reconnaissent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'émission d'une offre à commandes et à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées ci-après sont faux, à quelque égard que ce soit. S'il est déterminé, après l'émission d'une offre à commandes, que l'offrant a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit de mettre de côté l'offre à commande et de résilier pour manquement tous contrats subséquents. L'offrant devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée par les présentes. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la durée de l'offre à commandes découlant de cette DOC ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes.

3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'offrant si :

- a. l'offrant ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux déposant une offre à titre de coentreprise, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants déposant une offre à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux déposant une offre dans le cadre de coentreprise, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci le nom du propriétaire. Les offrants déposant une offre à titre de sociétés, de sociétés de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5. L'offrant doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de validité de l'offre de même qu'au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande d'offres à commandes. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.

6. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.

7. En présentant une offre, l'offrant atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention d'une offre à commandes ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.

8. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu d'un contrat découlant de cette demande d'offres à commandes. De plus, l'offrant atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou

b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel du Canada, ou

c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel du Canada, ou

d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la, ou

e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de limpt sur le revenu, ou

f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou

g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou

h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.

9. Dans les cas où un pardon ou une suspension de casier a été obtenu, ou pour lesquels des droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, l'offrant doit fournir avec son offre ou le plus tôt possible

après le dépôt de celle-ci une copie des documents officiels le confirmant. Si cette documentation n'a pas été fournie par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de se conformer, l'offre sera déclarée non recevable.

10. Les offrants reconnaissent que le Canada pourrait, à l'extérieur du cadre du présent processus de demande d'offres à commandes, conclure un contrat avec un fournisseur ayant été reconnu coupable de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, ou affilié avec une entité reconnue coupable en vertu de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, lorsqu'ainsi requis de le faire en vertu d'une obligation légale ou judiciaire ou lorsque le Canada l'estime nécessaire dans l'intérêt public pour des raisons incluant, mais sans s'y limiter:

- le contrat ne peut être exécuté que par une seule personne
- urgence;
- sécurité nationale;
- santé ou sécurité;
- préjudice économique.

Le Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement

IG02 L'OFFRE

1) L'offre doit :

- a) soumise tel qu'indiqué aux instructions de la DOC ;
- b) doit être remplie correctement à tous égards;
- c) être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
- d) être accompagnée de tout autre document précisé ailleurs dans les documents DOC où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.

2) Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de proposition de prix ou toute condition ou restriction ajoutée l'offre constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés des énoncés ou des chiffres entrés sur le formulaire de proposition de prix par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

3) Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents DOC.

IG03 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DE L'OFFRANT

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre

que son nom personnel doit, avant l'attribution d'une commande, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a) ce pouvoir de signature;
- b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 TAXES APPLICABLES

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013.

IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION

Les frais de permis de constructions (s'il y a lieu) seront applicable aux commandes subséquentes. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS

Nonobstant toute liste de sous-traitants que l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la l'offre.

IG07 LIVRAISON DES OFFRES

- 1) Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre comme suit :
 - Page couverture du dossier d'appel d'offres
 - Appendice 1*: LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT.
 - Appendice 3*: Critères Obligatoires
 - Appendice 4*: Formulaire de proposition de prix
- 2) Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.
 - (a) utiliser du papier de 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po);
 - (a) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes;

- 3) Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'appendice 4 - Formulaire de proposition de prix. Le montant total de la Taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu L'enveloppe d'offre doit être adressée et présentée au bureau désigné sur la page frontispice « Demande d'offre a commandes » pour la réception des offres. Elle doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture des offres. Avant de présenter son offre, l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe d'offre :

- a) numéro de l'invitation;
- b) le nom de l'offrant;
- c) l'adresse de retour; et
- d) l'heure et la date de clôture.

L'offre doit être en dollars canadiens. La protection de fluctuation du taux de change n'est pas offerte. Toute demande de protection de fluctuation du taux de change ne sera pas considérée.

- 4) La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

IG08 RÉVISION DES OFFRES

- 1) Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offrant.
- 2) Une modification une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt)

IG09 REJET D'UNE OFFRE

- 1. Le Canada n'est tenue d'accepter aucune offre, même la plus basse.
- 2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1. de l'IG09, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a. les privilèges permettant au l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour à la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - c. l'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;

d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans l'offre;

e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;

f. dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :

i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux à l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou

ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la demande d'offre.

3 Dans l'évaluation du rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2. f. i. & ii. de l'IG09, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :

- a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offrant;
- b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
- c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
- d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.

4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1. 2. et 3. de l'IG09, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :

- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offrants proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
- b. la capacité du l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
- c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.

5. Dans les cas où une offre devrait être rejetée conformément au alinéas 1., 2., 3. ou 4. de l'IG09, pour des motifs distincts de ceux exposés au sous-alinéa 2.f. de l'IG10, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.

6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de demande d'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrans.

IG10 COÛTS RELATIFS AUX OFFRES

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande d'une DOC. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

IG11 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

1. Les offrans doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrans peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site [Web Contrats Canada](#). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les offrans peuvent communiquer avec l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

IG12 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

- 1) En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et l'établissement d'un contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées l'alinéa 1) de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- 3) Le non respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

IG13 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents d'offres.

IG14 ÉVALUATION DU RENDEMENT

- 1) Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'offrant pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'offrant est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

IG15 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

- 1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
- a) l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, participé d'une manière ou d'une autre la préparation de la DOC; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
 - b) le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, eu accès des renseignements relatifs la DOC qui n'étaient pas la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.
- 2) Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DOC (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. Cet offrant demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus hauts.
- 3) Dans le cas où le Canada l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la DOC. En déposant une offre l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (PO)

POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'entrepreneur reconnaît qu'une offre commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.
2. L'entrepreneur propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'entrepreneur comprend et convient :

- (a) qu'une commande subséquente une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
- (b) que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
- (c) que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
- (d) que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
- (e) que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes sera de la date d'attribution au 31 août 2016.

POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de \$50,000.00 (taxes applicables comprises)

POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit:
 - a) Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des travaux à fournir.
 - b) Pour chaque commande subséquente on fournira l'énoncé des travaux et l'entrepreneur présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'entrepreneur comprendra l'ensemble des travaux tel que spécifier incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'œuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision tel que tel que proposé dans la DOC incluant le(s) permi(s) de construction selon les normes et règlements.
2. L'entrepreneur sera autorisé par écrit exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire 942..
3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES ENTREPRENEURS CANADIENS

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe 6:
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
 - (a) La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
 - (b) Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales	R2810D	(2013-04-25);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2010-01-11);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2013-04-25);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12)
;	CG9	Assurances	R2590D (2011-05-16);
	Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail	R2940D	(2012-07-16);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous ;		
	CG6.4.1	R2950D	(2007-05-25);
	Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction		
	Conditions supplémentaires		
 - (c) Toute modification aux documents de l'offre à commandes qui est apportée conformément aux conditions générales.
- 2) Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web deTPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>
- 3) Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction est intégré par renvoi et est disponible au site [Web:http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).
- 4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

W0103-125108/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0103-125108

File No. - N° du dossier

PWY-2-35402

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT

AVIS AUX SOUMMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

APPENDICE 2- ÉNONCÉ DES TRAVAUX

REQUIREMENT: Regional Individual Standing Offer to provide all labour, material, tools, equipment, supervision and transportation required to complete high voltage switching/isolation/grounding services, repair of high voltage switchgear, power factor correction, hypot testing, power quality studies, ground resistance calculations and field testing for all areas of CFB Esquimalt. Work will be on an as and when requested basis for Dept. Of National Defence, CFB Esquimalt, Victoria, BC during the period specified herein.

Department of National Defence has a immediate requirement for a electrical specialist Engineer 1 Contractor having the following qualifications and abilities to troubleshoot on an as and when basis during the period specified herein.

QUALIFICATIONS: 1. Class A Unrestricted license in the Province of British Columbia.

2. Registered Professional Engineer in the Province of British Columbia.

3. Current Power Safety Protection Trained to Level 5.

4. Experience in:

Engineering: -

- Harmonic/Disturbance Modelling
- Load Flow studies. -Coordination studies
- Ground grid design and testing.

Field Work:

- Startup Verification services on high voltage breakers, transformers, relays and cables.
- Ground grid testing, step and touch calculations.
- Harmonic and disturbance measurements.
- Equipment specification, procurement and supervision of installations.

SCOPE OF WORK TO BE PERFORMED

1. Provide high voltage switching/isolation/grounding services and assurances.

2. Provide repair services related to High Voltage Switchgear, sensors, devices, automatic harmonic filters, power factor banks, power transformers (oil and dry), high and low voltage distribution systems, components, relays, contactors, current transformers, potential transformers, grounding meters.

3. Provide assessments, analysis and recommendations for: Power factor correction, hypot testing, coordination & short circuit studies, ground resistance calculations and field testing.

4. Provide assessments and analysis of power quality including detailed calculations, harmonics and power factor. Power Quality Modeling -Department of National Defence has a requirement for the mathematical modeling of the electrical system, the ships at the 6 main Jetties, the SCR controlled cranes, the welding equipment, the dry dock de-watering pumps, and the system air compressors/pumps. The calculations need to include as a minimum, modeling of harmonic resonance, switching transients, voltage flicker, loading and switching conditions. The calculations should be of the same format as for coordination and short circuit studies. The standard of format will be ETAP software.

5. Recommend solutions including assessment and analysis of high voltage distribution and power quality problems, including participation and planning, detailed design and preparation of plans and specifications of related projects for implementation by Department of National Defence, and Defence Construction.

6. Power Quality Measurements -Requirements are for the ability to measure power quality around the facility, using unattended continuous measurements. The standard for measurement will be the BMI8800 or equivalent. Power quality measurements must include harmonics up to the 63rd order, transients, being measured in gigahertz, and voltage flicker. Provide high quality of personal testing and measuring equipment to inspect test and access the condition of:

- A. High Voltage distribution equipment,
- B. Low Voltage distribution equipment,
- C .DND SCADA System,
- D. Electronic Sensors and transducers,
- E. Crane DC drives and electronic control devices,

7. To inspect, recommend, rewire, and produce "as built" drawings of DND SCADA systems consisting of;

- a.Update DND spreadsheets for all required metering, alarms, indicators, status labels, nameplates and equipment.
- b.Check in field for correctness of wiring and components of existing and re-wire as required.
- c.Add new components and wiring for new SCADA points.
- d.Check for correct indication on control console in pump house and correct as required.
- e.Add to program new SCADA points and screens as required.
- f.Improve speed of the SCADA system including interconnections to the new filter banks, and satellite SCADA points.
- g.Produce final spreadsheets and detailed wiring diagrams.

8. The tender will be based on the following estimated hours for the above showing costs per hour of the different services covering normal and overtime hours; see pricing section herein.

9. RESPONSE TIMES:

TIME TYPE	TIME FRAME	CALL BACK	ON SITE WITHIN
REGULAR (REG)	0800-1600 MONDAY TO FRIDAY	02 HOLIRS	5 CALENDAR DAYS
OVERTIME (OT)	601-0759 MONDAY-FRIDAY SAT/SUN & HOLIDAYS		TO BE UTILIZED
ONLY IN			
CONCERT WITH REGULAR TIME			
EMERGENCY 24/7/365	02 HOLIRS	2 HRS MONDAY TO FRIDAY	0800-1600 4 HRS -ALL
OTHER TIMES			

FOR ALDERGROVE/MATSQUI ONLY:

24 HRS MONDAY TO FRIDAY 0800-1600
48 HRS ALL OTHER TIMES

10. All measurements and analysis need to be completed by a Professional Electrical Engineer registered in BC. A resume of power quality measurements and analysis may be requested by Department of National Defence.

Projects will be located in the lower Vancouver Island areas. This includes, but is not limited to:

ESQUIMALT: Dockyard, Naden, Work Point Barracks

METCHOSIN: Albert Head, Rocky Point

COLWOOD: Belmont Park, Colwood

VICTORIA: Bay Street Armoury, Malahat, SAANICH: Heals Range, Patricia Bay, Vanalman

LOWER MAINLAND: Aldergrove and Matsqui

Work will be between 08:00 and 16:00, Monday to Friday inclusive. Provisions will be made for emergency callouts and overtime. All such arrangements to work other than normal hours shall be arranged in advance through the Site Authority or his representative.

1. Contractors shall demonstrate that they are fully equipped and capable of performing the work. (No sub-contracting out of work specified)

SECTION 01005 -GENERAL INSTRUCTIONS

Workmanship

.1 All work shall be done by a registered professional engineer or qualified trades people.

.2 The work site shall be left in a neat and clean condition each night.

Contractor's Access to and Use of Site

.1 Use of the site limited to the work areas indicated for work and storage.

.2 Access directly to and from the site as indicated, via the Dockyard Main Gate, subject to:

Traffic regulations established by DND

Security regulations established by DND.

.3 All Contractors, sub-contractors, and supplier employees will be required to obtain passes or identification (ID) cards from the Base Identification Unit located at the main Dockyard gate based on the following:

Persons requiring access not exceeding three (3) days duration: Obtain a daily pass each time of access and hand in to Commissionaire at the end of the day.

.1 Time duration to obtain: 30 minutes.

Persons requiring access not exceeding two (2) weeks duration: Obtain a temporary identification card from the Identification Unit.

.1 Time duration to obtain: 30 minutes.

Persons requiring access for a period exceeding two (2) weeks: Applications to be completed by individuals and submitted through the Contractor to the Person in Charge (P.I.C.) Allow one (1) week processing time. Contractor/employee will be contacted to arrange time for photographic session and signature.

.I Time duration: 30 minutes per person.

Upon award of the contract, the Contractor shall provide a typewritten list to the BCEO Representative P.I.C. of all employees, sub-contractors, and suppliers requiring access to the contract work area. The list shall be updated promptly as changes of employees are made.

All identification cards are to be returned to Commissionaires upon termination of employment, completion of work, or expiry of card.

The Base Security Officer may request interviews with employees and retains the right to deny access to the Base to persons on the basis of security risk.

.4 Do not unreasonably encumber site with materials or equipment.

.5 Move products or equipment which interfere with operations of P.I.C. other Contractors or building occupant as directed by P.I.C.

.6 Use of DND facility is not permitted unless approved in writing by P.I.C.

.7 Park vehicles where directed by the P.I.C.

Reporting to P.I.C.

.1 The Contractor prior to commencement of any site work shall report the schedule of work to the Engineer, Room 12 1, Building 575, Dockyard, telephone 363-291 7 or 363-2227.

.2 Calls from the P.I.C. shall be answered by the Contractor within two (2) hours.

Safety Requirements

.1 Observe and enforce constructions safety measures required by Canadian Construction Safety Code, Provincial Government, Workers' Compensation Board, and municipal statutes and authorities. The Contractor must ensure compliance on his part and on the part of all his sub-contractors with the standards of part 11, Canada Labour Code and the Occupational Health and Safety Regulations, as well as compliance with the Workers' Compensation Act and any regulations thereunder the said Act having to do with the prevention of accidents, the prevention of diseases, and the provision of safe working conditions including proper safety equipment, lighting and ventilation. In the event of conflict between the Workers' Compensation Act and regulations, and the Canada Labour Code, Part 11, and Occupational Health and Safety Regulations, the most stringent provision applies.

Contractor shall have experience with the issuing and accepting of guarantee of isolations (GOI) with minimum power systems safety procedures level 6 (PSSP6) Contractor to have a confined space policy in place. Contractors confined space policy to be reviewed by the BCEO Unit General Safety Officer (UGSO).

Schedule of Work

- .1 Work to be carried out will commence within time frames identified herein call in and shall be completed not later than five (5) working days after commencement of work unless otherwise specified by requisition.
- .2 Prior to commencement of work, the Contractor or his authorized representative will report to the P.I.C. and will be responsible to pick up keys.
- .3 Inspections shall be carried out during and at the end of all jobs. Deficiencies noted will be made good immediately after notification by the P.I.C.
- .4 The Contractor shall prepare and forward one (1) original and copy of the invoice for each requisition. As-built drawings and a copy of the electrical permit will accompany each invoice. Invoices will be processed only when as-built and electrical permits have been delivered to BCEO Contracts. Invoices will be addressed as below:

ATTENTION: INVOICE SECTION

BCEO Contracts

Building 575, Room 228

CFB Esquimalt -Dockyard

PO Box 17000, Stn Forces

Victoria, BC V9A 7N2

Setting Out of Work

- .1 Assume full responsibility for and execute complete layout of work to locations.
- .2 Where security has been reduced by work of contractor, provide temporary means to maintain security. Obtain approval of measures by P.I.C.
- .3 Provide barriers and/or warning to protect public and occupants in accordance with safety requirements.

Power and Water Supply

- .1 DND can provide, free of charge, temporary electric power for construction purposes.
- .2 Engineer will determine delivery points and quantitative limits. Engineer's written permission is required before any connection is made. Connect to existing power supply in accordance with Canadian Electrical Code.
- .3 Provide at no cost to DND all equipment and temporary lines to bring these services to project site.
- .4 Supply of temporary services by DND is subject to DND requirements and may be discontinued by DND site representative at any time without notice.

Material and Equipment

- .1 Use new material and equipment unless otherwise specified.
- .2 Provide material and equipment of specified design and quality, performing to published ratings and for which replacement parts are readily available.
- .3 Use products of one manufacturer for material and equipment of same type or classification unless otherwise specified.

Clean Up

- .1 The Contractor shall clean and tidy up daily. All debris and the like shall be removed from the site at completion of each day's work. On completion of the job, the site shall be left clean and tidy to the complete satisfaction of the P.I.C.
- .2 On completion of the work in each area, remove all surplus materials, tools and equipment and leave the site in a clean and tidy condition to the complete satisfaction of the P.I.C.
- .3 The P.I.C. or his representative will direct disposal of all surplus material and equipment.

SECTION 01546 -FIRE SAFETY REQUIREMENTS

Fire Safety Plan

- .1 Contractors and their personnel will be familiar with this section and its requirements.

Reporting Fires

- .1 Know the location of nearest fire alarm box and telephone, including the emergency phone number.
- .2 Report immediately all fire incidents to the Fire Department as follows: Activate nearest fire alarm box or Telephone 911 on Base

3. Interior and Exterior Fire Protection and Alarm Systems

- .1 Fire protection and alarm systems shall not be:
 - Obstructed.
 - Shut-off.
 - Left inactive at the end of a working day or shift without notification and authorization from the fire Chief or his representative.

Fire Extinguisher

- .1 The Contractor shall supply a fire extinguisher to protect, in an emergency, the work in progress and the Contractor's physical plant on site.

Blockage of Roadways

.1 The Fire Chief shall be advised of any work that would impede fire apparatus response. This includes violation of minimum overhead clearance, as prescribed by the Fire Chief, erecting of barricades and the digging of trenches.

Smoking Precautions

.1 Although smoking is not permitted in hazardous areas, or in buildings, care must still be exercised in the use of smoking materials in non-restricted areas.

Rubbish and Waste Materials

.1 Rubbish and waste materials are to be kept to a minimum.

.2 The burning of rubbish is prohibited unless approved by the fire Chief.

.3 Removal:

All rubbish shall be removed from the worksite at the end of the workday or shift as directed.

Questions and/or Clarification.

.1 Any questions or clarification on Fire Safety in addition to the above requirements shall be directed to and cleared through the Fire Chief.

Fire Inspections

.1 The Base/station Fire Chief shall be allowed unrestricted access to the worksite.

.2 The Contractor shall co-operate with the Fire Chief during routine inspections of the work site.

.3 The Contractor shall immediately remedy all fire situations observed by the Fire Chief.

SECTION 16010 -ELECTRICAL -GENERAL REQUIREMENTS

1. General

.1 This Section covers items common to Sections of division 16. This Section supplements Requirements of Division 1.

Codes and Standards

.1 Do complete installation in accordance with CSA C22.1 Latest Edition.

.2 Abbreviations for electrical terms: to CSA 285-1983.

Care, Operation and Start-Up.

.1 Instruct P.I.C. in the operation, care and maintenance of equipment.

Voltage Ratings

- .1 Operating Voltages: to CAN3-C23 5-83.
- .2 Motors, electrical heating, control and distribution devices and equipment to operate satisfactorily at 60 Hz within normal operating limits established by above standard. Equipment to operate in extreme operating conditions established in above standard without damage to equipment.

Permits, Fees and Inspection

- .1 Submit to BC Safety Engineering Service Division Electrical Safety Branch necessary number of drawings and specifications for examination and approval prior to commencement of work.
- .2 Apply for Permits and pay associated fees.
- .3 P.I.C. will provide Contract drawings and specifications required by BC Safety Engineering Safety Branch Division Electrical Safety Branch at no cost.
- .4 Notify P.I.C. of changes required by BC Safety Engineering Service Division Electrical Safety Branch prior to making changes,
- .5 Furnish Certificates of Acceptance from BC Safety Engineering Service Division Electrical Safety Branch on completion of work to Engineer.

Materials and Equipment

- .1 Provide materials and equipment in accordance with Section 01600 -Material and Equipment.
- .2 Equipment and material to be CSA certified. Where there is no alternative to supplying equipment, which is not CSA certified, obtain special approval from Electrical Inspection Department.
- .3 Factory assemble control panels and component assemblies.

Finishes

- .1 Shop finish metal enclosure surfaces by application of rust resistant primer inside and outside, and at least two coats of finish enamel.
Paint outdoor electrical equipment "electrical green" finish to EEMAC Y 1-1-1955.
Paint indoor switchgear and distribution enclosures light grey to EEMAC 2Y-1-1958.
- .2 Clean and touch up surfaces of shop-painted equipment scratched or marred during shipment or installation, to match original paint.
- .3 Clean and prime exposed non-galvanized hangars, racks and fastenings to prevent rusting.

Equipment Identification

- .1 Identify electrical equipment with nameplates as follows:
 - .2 Nameplates:
Lamicoid 3 mm thick plastic engraving sheet, black face, white core, mechanically attached with self-tapping screws.
- | | | Nameplate Sizes | |
|--------|----------|-----------------|-------------------|
| Size 1 | 10x50mm | 1 line | 3 mm high letters |
| Size 2 | 12x70 mm | 1 line | 5 mm high letters |

Size 3	12x70 mm	2 lines	3 mm high letters
Size 4	20x90 mm	1 line	8 mm high letters
Size 5	20x90 mm	2 lines	5 mm high letters
Size 6	25x100 mm	1 line	12 mm high letters
Size 7	15x100 mm	2 lines	6 mm high letters

- .3 Wording on nameplates to be approved by P.I.C. prior to manufacture.
- .4 Allow for average of twenty-five (25) letters per nameplate.
- .5 Identification to be in English.
- .6 Nameplates for terminal cabinets and junction boxes to indicate system and/or voltage characteristics.
- .7 Disconnects, starters and contractors; indicate equipment being controlled by voltage.
- .8 Terminal cabinets and pull boxes; indicate system and voltage.
- .9 Transformers; indicate capacity, primary and secondary voltages.

Wiring Identification

- .1 Identify wiring with permanent indelible identifying markings, either numbered or coloured plastic tapes, on both ends of phase conductors of feeders and branch circuit wiring.
- .2 Maintain phase sequence and colour coding throughout.
- .3 Colour code: to CSA C22.1 Latest Edition.
- .4 Use colour coded wires in communication cables, matched throughout system.

Wiring Terminations

- .1 Lugs, terminals, screws used for termination of wiring to be suitable for either copper or aluminum conductors.

Manufacturers CSA Labels

- .1 Visible and legible after equipment is installed.

Warning Signs

- .1 As specified and to meet requirements of Electrical Inspection Department and P.I.C. .2 Decal signs, minimum size 175 x 250 mm.

Mounting Heights

- .1 Mounting height of equipment is from finished floor or grade to centreline of equipment unless specified or indicated otherwise.
- .2 If mounting height of equipment is not specified or indicated, verify before proceeding with installation.

Conduit and Cable Installation

- .1 Install conduit and sleeves prior to pouring of concrete. Sleeves through concrete: sized for free passage of conduit and protruding 50 mm.
- .2 If plastic sleeves are used in fire rated walls or floors, remove before conduit installation.
- .3 Install cables, conduits and fittings to be embedded or plastered over, neatly and close to building structure so furring can be kept to a minimum.

Field Quality Control

- .1 Conduct and pay for following tests: Power distribution system including phasing, voltage, grounding and load balancing. Circuits originating from branch distribution panels. Lighting and its control. Systems: fire alarm system, communications, as required.
- .2 Furnish manufacturer's certificate or letter confirming that entire installation as it pertains to each system has been installed to manufacturer's instructions.
- .3 Insulation resistance testing.
 - Megger circuits, feeders and equipment up to 350 V with a 500 V instrument.
 - Megger 350-600 V circuits, feeders and equipment with a 1000 V instrument.
 - Check resistance to ground before energizing.
 - Carry out tests in presence of P.I.C.
 - Provide instruments, meters, equipment and personnel required to conduct tests during and at conclusion of project. Submit test results for P.I.C.'s review.

Co-ordination of Protection Devices

- .1 Ensure circuit protective devices such as overcurrent trips, relays and fuses are installed to required values and settings.

Lockout Policy

- .1 Ensure all employees adhere to Base Construction Engineering Operating Procedures "Lockout Policy" available on request from BCEO Engineer.

Confined Space

- .1 Ensure all employees adhere to Confined Space BCEO Standing Operating Procedure available on request from BCEO Engineer and WCB Regulations.

Dig Permits

- .1 BCEO Dig Permits are required before any excavation is started.

CONSTRUCTION SITE HEALTH AND SAFETY

1 References

- .1 Canada Labour Code -Part 11, Canada Occupational Health and Safety Health Regulations.
- .2 National Building Code of Canada (NBC):
 - .1 Part 8, Safety Measures at Construction and Demolition Sites.
- .3 Fire Commissioner of Canada (FCC):
 - .1 FCC No. 301-1 982, Standard for Construction Operations.
 - .2 FCC No. 302-1982, Standard for Welding and Cutting.
- .4 Province of British Columbia:
 - .1 Workers Compensation Act (Occupational Health & Safety), Amendment Act, B.C. Reg. 185199, herein referred to as the Workers Compensation Act (WCA).
- .5 Yukon Territory: .1 Occupational Health and Safety Act, R.S.Y. 1986.
- .6 Canadian Standards Association (CSA):
 - .1 CSA S269.1-1975 (R1998), Falsework for Construction Purposes.
 - .2 CSA S269.2-M87 (R1998), Access Scaffolding for Construction Purposes.
 - .3 CSA-S350-M1980(R1998), Code of Practice for Safety in Demolition of Structures.
- .7 American National Standards Institute (ANSI):
 - .1 ANSI A10.3, Operations -Safety Requirements for Powder- Actuated Fastening Systems.
- 2 Workers' Comuensation Board Coverage
 - .1 Comply fully with the Workers' Compensation Act, regulations and orders made pursuant thereto, and any amendments up to the completion of the work.
 - .2 Maintain Workers' Compensation Board coverage during the term of the Contract, until and including the date that the Certificate of Final Completion is issued.
- 3 Compliance with Regulations
 - .1 PWGSC may terminate the Contract without liability to PWGSC where the Contractor, in the opinion of PWGSC, refuses to comply with a requirement of the Workers' Compensation Act or the Occupational Health and Safety Regulations.
 - .2 It is the Contractor's responsibility to ensure that all workers are qualified, competent and certified to perform the work as required by the Workers' Compensation Act or the Occupational Health and Safety Regulations.
- 4 Submittals
 - .1 Make submittals in accordance with instructions or as specified.
 - .2 Submit the following:
 - .1 Health and Safety Plan.

- .2 Copies of reports or directions issued by federal and provincial health and safety inspectors.
- .3 Copies of incident and accident reports.
- .4 Complete set of Material Safety Data Sheets (MSDS), and all other documentation required by Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) requirements for products used on project.
- .5 Emergency procedures.

.3 The Technical authority will review the Contractor's site-specific project Health and Safety Plan and emergency procedures, and provide comments to the Contractor within 5 days after receipt of the plan. Revise the plan as appropriate and resubmit to the Technical authority for review upon request.

.4 Medical surveillance: where prescribed by legislation, regulation or safety program, submit certification of medical surveillance for site personnel prior to commencement of work, and submit additional certifications for any new site personnel to the Technical authority.

.5 Submission of the Health and Safety Plan, and any revised version, to the Technical authority is for information and reference purposes only. It shall not:

- .1 Be construed to imply approval by the Technical authority.
- .2 Be interpreted as a warranty of being complete, accurate and legislatively compliant.
- .3 Relieve the Contractor of his legal obligations for the provision of health and safety on the project.

5 Responsibility

- .1 Be responsible for:
 - .1 The safety of persons and property on site; and
 - .2 The protection of persons off site, and the environment to the extent that they may be affected by the conduct of the work.

6 General Condition

- .1 Provide safety barricades and lights around work site as required to provide a safe working environment for workers and protection for pedestrian and vehicular traffic.
- .2 Ensure that non-authorized persons are not allowed to circulate in designated construction areas of the work site.
 - .1 Provide appropriate means by use of barricades, fences, warning signs, traffic control personnel, and temporary lighting as required.
 - .2 Secure site at night time [or provide security guard] as deemed necessary to protect site against entry.

7 Regulatory Requirements

- .1 Comply with specified codes, acts, bylaws, standards and regulations to ensure safe operations at site.

.2 In event of conflict between any provision of the above authorities, the most stringent provision will apply. Should a dispute arise in determining the most stringent requirement, the Technical authority will advise on the course of action to be followed.

8 Work Permits

.1 Obtain building permit[s] related to project before start of work.

9 Filing of Notice

.1 The General Contractor is to complete and submit a Notice of Project as required by provincial territorial authorities.

10 Health and Safety Plan

.1 Conduct a site-specific hazard assessment based on review of Contract documents, required work, and project site. Identify any known and potential health risks and safety hazards.

.2 Prepare and comply with a site-specific project Health and Safety Plan based on hazard assessment, including, but not limited to, the following:

.1 Primary requirements:

.1 Contractor's safety policy.

.2 Identification of applicable compliance obligations.

.3 Definition of responsibilities for project safety/organization chart for project.

.4 General safety rules for project.

.5 Job-specific safe work, procedures.

.6 Inspection policy and procedures.

.7 Incident reporting and investigation policy and procedures.

.8 Occupational Health and Safety Committee/Representative procedures.

.9 Occupational Health and Safety meetings.

.10 Occupational Health and Safety communications and record keeping procedures.

.2 Summary of health risks and safety hazards resulting from analysis of hazard assessment, with respect to site tasks and operations which must be performed as part of the work.

.3 List hazardous materials to be brought on site as required by work.

.4 Indicate engineering and administrative control measures to be implemented at the site for managing identified risks and hazards.

.5 Identify personal protective equipment (PPE) to be used by workers.

.6 Identify personnel and alternates responsible for site safety and health.

. 7 Identify personnel training requirements and training plan, including site orientation for new workers.

.3 Develop the plan in collaboration with all subcontractors. Ensure that work activities of subcontractors are included in the hazard assessment and are reflected in the plan.

.4 Revise and update Health and Safety Plan as required, and resubmit to the Technical authority.

.5 The review of Health and Safety Plan by the Technical authority shall not relieve the Contractor of responsibility for errors or omissions in final Health and Safety Plan or of responsibility for meeting all requirements of construction and Contract documents.

11 Emergency Procedures

.1 List standard operating procedures and measures to be taken in emergency situations. Include an evacuation plan and emergency contacts (i.e. names/telephone numbers) of

- .1 Designated personnel from own company.
- .2 Regulatory agencies applicable to work and as per legislated regulations.
- .3 Local emergency resources.
- .4 Technical authority [site staff].

.2 Include the following provisions in the emergency procedures:

- .1 Notify workers and the first-aid attendant, of the nature and location of the emergency.
- .2 Evacuate all workers safely.
- .3 Check and confirm the safe evacuation of all workers.
- .4 Notify the fire department or other emergency responders.
- .5 Notify adjacent workplaces or residences which may be affected if the risk extends beyond the workplace.
- .6 Notify the Technical authority [site staff].

.3 Provide written rescue/evacuation procedures as required for, but not limited to:

- .1 Work at high angles.
- .2 Work in confined spaces or where there is a risk of entrapment.
- .3 Work with hazardous substances.
- .4 Underground work.
- .5 Work on, over, under and adjacent to water.
- .6 Workplaces where there are persons who require physical assistance to be moved.

.4 Design and mark emergency exit routes to provide quick and unimpeded exit.

.5 At least once each year, emergency drills must be held to ensure awareness and effectiveness of emergency exit routes and procedures, and a record of the drills must be kept.

.6 Revise and update emergency procedures as required, and resubmit to the Technical authority.

12 Hazardous Products

.1 Comply with requirements of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling, storage and disposal of hazardous materials, and regarding labelling and provision of Material Safety Data Sheets (MSDS) acceptable to the Technical authority and in accordance with the Canada Labour Code.

13 Electrical Safety Requirements

.1 Comply with authorities and ensure that, when installing new facilities or modifying existing facilities, all electrical personnel are completely familiar with existing and new electrical circuits and equipment and their operation.

.1 Before undertaking any work, coordinate required energizing and de-energizing of new and existing circuits with the Technical authority.

.2 Maintain electrical safety procedures and take necessary precautions to ensure safety of all personnel working under this Contract, as well as safety of other personnel on site.

14 Electrical Lock-out

.1 Develop, implement and enforce use of established procedures to provide electrical lock-out and to ensure the health and safety of workers for every event where work must be done on any electrical circuit or facility.

.2 Prepare the lock-out procedures in writing, listing step-by-step processes to be followed by workers, including how to prepare and issue the request authorization form. Have procedures available for review upon request by the Technical authority.

.3 Keep the documents and lock-out tags at the site and list in a log book for the full duration of the Contract. Upon request, make such data available for viewing by the Technical authority or by any authorized safety representative.

15 Overloading

.1 Ensure no part of work is subjected to a load which will endanger its safety or will cause permanent deformation.

16 Falsework

.1 Design and construct falsework in accordance with CSA S269.1.

17 Scaffolding

.1 Design, construct and maintain scaffolding in a rigid, secure and safe manner, in accordance with CANJCSA-S269.2.

18 Confined Spaces

.1 Carry out work in confined spaces in compliance with provincial/territorial regulations.

19 Fire Safety and Hot Work

- .1 Obtain the Technical authority's authorization before any welding, cutting or any other hot work operations can be carried out on site.
- .2 Hot work includes cutting/melting with use of torch, flame heating roofing kettles, or other open flame devices and grinding with equipment which produces sparks.

20 Fire Safety Requirements

- .1 Store oily/paint-soaked rags, waste products, empty containers and materials subject to spontaneous combustion in ULC approved, sealed containers and remove from site on a daily basis.
- .2 Handle, store, use and dispose of flammable and combustible materials in accordance with the National Fire Code of Canada.

21 Fire Protection and Alarm Systems

- .1 Fire protection and alarm systems shall not be:
 - .1 Obstructed.
 - .2 Shut off.
 - .3 Left inactive at the end of a working day or shift.
- .2 Do not use fire hydrants, standpipes and hose systems for purposes other than fire fighting.
- .3 Be responsible/liable for costs incurred from the fire department, the building owner and the tenants, resulting from false alarms.

22 Unforeseen Hazards

- .1 Should any unforeseen or peculiar safety-related factor, hazard or condition become evident during performance of the work, immediately stop work and advise the Technical authority verbally and in writing.

23 Correction of Non-Compliance

- .1 Immediately address health and safety non-compliance issues identified by the Technical authority.
- .2 Provide the Technical authority with written report of action taken to correct non-compliance with health and safety issues identified.
- .3 The Technical authority may issue a "stop work order" if non-compliance of health and safety regulations is not corrected immediately or within posted time. The General Contractor/subcontractors will be responsible for any costs arising from such a "stop work order".

END OF SECTION

APPENDICE 3 - EXIGENCES OBLIGATOIRES :

- Nous _____ (inscrire le nom de l'entreprise) certifions que nous possédons au moins cinq (5) ans d'expérience à assurer ces types de services en électricité. **OUI NON**

- Nous certifions que nous détenons un permis d'entrepreneur de catégorie A courant et sans restriction. **OUI NON**

Fournir une copie avec la soumission ou après la clôture des soumissions.

- Nous certifions que nous utilisons un ingénieur professionnel en Colombie-Britannique **OUI NON.**

Fournir le nom d'au moins un ingénieur professionnel compétent qui est disponible à travailler dans le cadre de cette OC.

_____ Nom de l'ingénieur professionnel agréé.

- Les entreprises doivent posséder de l'expérience dans les domaines suivants :

Ingenierie :	Modélisation harmonique/perturbation	OUI	NON
	Études sur le débit de charge	OUI	NON
	Études de coordination	OUI	NON
	Conception et essai de grille de mise à la terre	OUI	NON

Travaux sur le terrain :

Services de vérification de mise en service de disjoncteurs, de transformateurs, de relais et de câbles à haute tension	OUI	NON
Essai d'une grille de mise à la terre, calculs de pas et de contacts	OUI	NON
Mesures harmoniques et de perturbations	OUI	NON
Équipement, spécifications, approvisionnement et supervision des installations	OUI	NON

- Par le passé, nous avons exécuté les travaux suivants qui sont similaires à ceux demandés dans l'OC

Identifier (2) trois projets entrepris au cours des cinq (5) dernières années. Indiquez le nom et l'adresse de l'installation, une brève description des travaux effectués, la valeur en dollars du marché ainsi que le nom et le numéro de téléphone de la personne ressource.

1.

2.

- Le personnel doit compter des électriciens de catégorie A certifiés par la Colombie-Britannique.

OUI NON

Des copies des qualifications professionnelles et des certificats doivent être fournies à l'autorité contractante avec la soumission ou après la clôture de cette dernière. **Fournie avec la soumission OUI** ou **à fournir après la clôture de la soumission OUI**

- Les employés travaillant sur les dispositifs à haute tension doivent tous détenir un certificat courant sur la protection contre la tension - Formation au niveau 5.

Fournir le nom des personnes ayant cette formation :

- Fournir le nom et le numéro de téléphone de la personne autorisée à le confirmer à BC Hydro ou à l'EITI (Electrical Industry Training Institute).

APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

- .1 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.
- .2 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. «Coût net» désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses
- .3 Les prix inscrits dans la section de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.
 - .1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur
 - .2 La somme versée par Sa Majesté pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.
 - .3 Les taux horaires exigés dans l'offre et l'acceptation pour des types de services précis correspondront au coût total des travaux à exécuter, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit:
 - .1 main-d'œuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance de responsabilité civile;
 - .2 temps de déplacement;
 - .3 transport/dépenses d'automobile;
 - .4 outils;
 - .5 coûts indirects et le profit;
 - .6 tout frais accessoire autre que l'achat de matériel et de pièces de rechange lié à la main-d'œuvre

4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés.

4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux

BARÈME A) Années un et deux

Taux de rappel : Les taux de rappel fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Les taux de rappel NE doivent PAS comprendre la main d'œuvre (voir le tableau ci-dessous). Si les taux de rappel ne s'appliquent pas, veuillez inscrire zéro (0).

Article	Taux de rappels fermes	TDE*	Nombre estimatif de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Matsqui (C.-B.) Aldergrove (C.-B.)		4	\$	\$

TDE - Le Temps de déplacement prévu (en minutes) ne doit compter que le temps d'aller simple à partir des installations du fournisseur au lieu de travail indiqué ci-dessus.

Les installations du fournisseur sont situées : _____

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité estimative d'heures	Prix unitaire	Prix total estimatif
				\$	\$

2.	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	a) Pendant les heures normales De 8 h à 16 h, du lundi au vendredi				
	i) Ingénieur professionnel	par heure	160		
	ii) Technologue	par heure	1500		
	lii) dessin en conception assistée par ordinateur	par heure	10		
	Iv) Électricien		20		
	V) Apprenti	par heure	10		
	Vi) Superviseur	par heure	5		
	b) Hors des heures normales: Du lundi au dimanche incluant toute la journée du samedi et du dimanche, ainsi que les congés	par heure			
	i) Ingénieur professionnel		2		
	ii) Technologue		10		
	lii) dessin en conception assistée par ordinateur	par heure	1		
	Iv) Électricien		2		
	V) Apprenti	par heure	1		
	Vi) Superviseur	par heure	1		
		par heure			
		par heure			
		par heure			

3.	Majoration de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, les pièces de rechange ainsi que les permis et certificats requis. (30 000 \$ + majoration de % =)	30 000 \$	_____ %	\$
4	Majoration sur l'équipement de location : Nonobstant les autres conditions de location indiquées aux présentes, les exigences de location d'équipement pour tout autre que les outils de base pour les ateliers et les personnes de métier doivent être approuvés en avance par le responsable du site et chargés au coût justifié par les factures. (500 \$ + majoration de % =)	500 \$	— _____ %	\$
Sous-total A) : Montant total estimé 1^{re} et 2^e année, taxes applicables en sus				\$

BARÈME B) Année trois

Taux de rappel : Les taux de rappel fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Les taux de rappel NE doivent PAS comprendre la main d'œuvre (voir le tableau ci-dessous). Si les taux de rappel ne s'appliquent pas, veuillez inscrire zéro (0).

Article	Taux de rappels fermes	TDE*	Nombre estimatif de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Matsqui (C.-B.) Aldergrove (C.-B.)		2	\$	\$

TDE - Le Temps de déplacement prévu (en minutes) ne doit compter que le temps d'aller simple à partir des installations du fournisseur au lieu de travail indiqué ci-dessus.

Les installations du fournisseur sont situées : _____

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité estimative d'heures	Prix unitaire	Prix total estimatif
				\$	\$

2.	<p>Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.</p> <p>a) Pendant les heures normales De 8 h à 16 h, du lundi au vendredi</p> <p>i) Ingénieur professionnel par heure 80</p> <p>ii) Technologue par heure 700</p> <p>lii) dessin en conception assistée par ordinateur par heure 3</p> <p>Iv) Électricien par heure 10</p> <p>V) Apprenti par heure 5</p> <p>Vi) Superviseur par heure 3</p> <p>b) Hors des heures normales: Du lundi au dimanche incluant toute la journée du samedi et du dimanche, ainsi que les congés</p> <p>i) Ingénieur professionnel par heure 1</p> <p>ii) Technologue par heure 5</p> <p>lii) dessin en conception assistée par ordinateur par heure 1</p> <p>Iv) Électricien par heure 2</p> <p>V) Apprenti par heure 1</p> <p>Vi) Superviseur par heure 1</p> <p>par heure</p> <p>par heure</p> <p>par heure</p>				
----	--	--	--	--	--

3.	Majoration de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, les pièces de rechange ainsi que les permis et certificats requis. (30 000 \$ + majoration de % =)	15 000 \$	_____ %	\$
4	Majoration sur l'équipement de location :. Nonobstant les autres conditions de location indiquées aux présentes, les exigences de location d'équipement pour tout autre que les outils de base pour les ateliers et les personnes de métier doivent être approuvés en avance par le responsable du site et chargés au coût justifié par les factures. (500 \$ + majoration de % =)	250 \$	— _____ %	\$
Sous-total B) : Montant total estimé 3 année, taxes applicables en sus				\$

Col. 1	Col. 2	Col. 3
Total partiel BARÈME A) Durée Années un et deux	Total partiel BARÈME B) Année3	Prix total évalué (col.1 + col.2 = col.3)
_____ \$	_____ \$	_____ \$ taxes applicables en sus

Le coût sera évalué en se fondant sur le prix total évalué de la colonne 3. On prévoit attribuer un (1) OC à l'offrant conforme le moins disant.

Frais de déplacement et de subsistance – Repas et hébergement : (exclusivement pour les travaux exécutés à Aldergrove et à Matsqui)

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées à l'appendice C de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Site Web : http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-eng.asp

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le gestionnaire du projet, Phil Melville, 250-363-7949.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125108/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35402

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0103-125108

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

SIGNATURE:

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (écrire en caractères d'imprimerie)

Signature

Date

CONTACTS DU FOURNISSEUR : Les noms, titres et numéros de téléphone des membres du personnel permanent de l'offrant approuvés pour recevoir des demandes des utilisateurs désignés

NOM	TITRE	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE.	COURRIEL

APPENDICE 5 - RAPPORTS PÉRIODIQUE

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Retourner à :

Elaine Anderson	(250)363-3298	elaine.anderson@pwgsc-tpsgc.gc.ca
<i>Nom</i>	<i>Télec.</i>	<i>Courriel</i>

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

401-1230, rue Government.

Victoria (Colombie-Britannique) V9B 6N4

RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : _____

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : _____

Description des travaux	N° de commande subséquente	FACTURE GLOBALE

RAPPORT «NÉANT»: Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période _____.

PRÉPARÉ PAR :

NOM : _____

SIGNATURE _____

TÉLÉPHONE : _____

APPENDICE 6 - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine										2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction									
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance										3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant									
										Address - adresse									
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Electrical Engineer Specialist as requested basis for DND for all areas of CFB Esquimalt, Aldergrove and Matsqui.																			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?										<input checked="" type="checkbox"/>		N o				Ye s			
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?										<input checked="" type="checkbox"/>		N o N o n				Ye s Ou i			
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis																			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)										<input checked="" type="checkbox"/>		No Non				Yes Oui			
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.												N o N o n		<input checked="" type="checkbox"/>		Ye s Ou i			
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?										<input checked="" type="checkbox"/>		N o N o n				Ye s Ou i			

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125108/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0103-125108

File No. - N° du dossier

PWY-2-35402

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?																<input checked="" type="checkbox"/>	No		Y e s
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :																			
Document Number / Numéro du document:																			
P																			
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?																<input checked="" type="checkbox"/>	No		Y e s
																	Non		O ui
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?																<input checked="" type="checkbox"/>	No		Y e s
																	Non		O ui
P																			
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS																			
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?																<input checked="" type="checkbox"/>	No		Y e s
																	Non		O ui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?																<input checked="" type="checkbox"/>	No		Y e s
																	Non		O ui
PRODUCTION																			
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?																<input checked="" type="checkbox"/>	N		Y

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125108/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0103-125108

File No. - N° du dossier

PWY-2-35402

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

<input checked="" type="checkbox"/>	o		e
<input type="checkbox"/>	N	O	s
<input type="checkbox"/>	o		
<input type="checkbox"/>	n	u	

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

<input checked="" type="checkbox"/>	N	Y
<input type="checkbox"/>	o	e
<input type="checkbox"/>	n	s
<input type="checkbox"/>		

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

<input checked="" type="checkbox"/>	N	Y
<input type="checkbox"/>	o	e
<input type="checkbox"/>	n	s
<input type="checkbox"/>		

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category

Catégorie

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125108/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0103-125108

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35402

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PROTECTED
PROTÉGÉ
CLASSIFIED CLASSIFIÉ
NATO
COMSEC
A
B
C
CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL
SECRET
TOP
SECRET
TRÈS SECRET
NATO
RESTRICTED
NATO
DIFFUSION
RESTREINTE
NATO
CONFIDENTIAL
NATO
CONFIDENTIEL
NATO
SECRET
COSMIC
TOP
SECRET
COSMIC
TRÈS SECRET
PROTECTED
PROTÉGÉ
CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL
SECRET
TOP
SECRET
TRÈS
SECRET
A
B
C
Information /Assets
Renseignements / Biens

